

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Plantations de vignes destinées
à la production de vins à appellation d'origine contrôlée.

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'agriculture,

Vu les décrets pris en application de l'article 21 du décret du 30 juillet 1955 définissant les conditions de contrôle des vins à appellation d'origine contrôlée;

Vu le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 modifié relatif à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, et notamment l'article 36;

Sur la proposition de l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie;

Vu l'avis de l'institut des vins de consommation courante,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Sont autorisées, jusqu'au 30 juin 1977, les plantations de vignes destinées à la production de vins à appellation d'origine contrôlée, pour les appellations et sur les parcelles et surfaces précisées sur les listes qui peuvent être consultées soit au ministère de l'agriculture (bureau de la viticulture), 3, rue Barbet-de-Jouy, soit au siège de l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie, 138, avenue des Champs-Élysées, Paris (8^e), soit auprès des directions départementales de l'agriculture intéressées, soit, en ce qui concerne la Champagne, auprès du comité interprofessionnel du vin de Champagne, à Epernay (Marne).

Art. 2. — Le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs au ministère de l'agriculture et le directeur général des impôts au ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mai 1975.

Le ministre de l'agriculture,
CHRISTIAN BONNET.

Le ministre de l'économie et des finances,
JEAN-PIERRE FOURCADE.

Homologation du règlement général des commissions de dégustation des eaux-de-vie cidricoles à appellation d'origine.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 10 avril 1963 concernant l'appellation contrôlée « Calvados du Pays d'Auge »;

Vu le décret du 10 avril 1963 concernant les eaux-de-vie à appellation réglementée « Calvados », « Calvados de l'Avranchin », « Calvados du Calvados », « Calvados du Cotentin », « Calvados du Domfrontais », « Calvados du Mortanais », « Calvados du Pays de Bray », « Calvados du Pays de Merlerault », « Calvados du Perche », « Calvados du Pays de la Risle » et « Calvados de la Vallée de l'Orne »;

Vu le décret du 10 avril 1963 concernant les eaux-de-vie de cidre et les eaux-de-vie de poiré à appellation réglementée de Normandie, de Bretagne et du Maine;

Vu les arrêtés des 15 juin 1946 et 7 août 1953 concernant les commissions interprofessionnelles de dégustation;

Vu l'arrêté du 12 août 1963 portant homologation du règlement général des commissions de dégustation des eaux-de-vie cidricoles à appellation d'origine;

Vu les délibérations du comité national de l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie en date du 7 novembre 1974,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est homologué le règlement général des commissions interprofessionnelles de dégustation des eaux-de-vie de cidre et de poiré à appellation d'origine contrôlée et réglementée.

Il peut être pris connaissance de ce règlement au service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité, 42 bis, rue de Bourgogne, Paris (7^e), et à l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie, 138, avenue des Champs-Élysées, Paris (8^e).

Art. 2. — Le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs et le chef du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mai 1975.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
GABRIEL VUGHET.

MINISTERE DE LA QUALITE DE LA VIE

JEUNESSE ET SPORTS

Complément au tableau A 1 annexé à l'arrêté modifié du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée par la loi n° 64-1325 du 26 décembre 1964 et la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967;

Vu l'arrêté modifié du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif;

Vu le décret n° 74-605 du 25 juin 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports);

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 1974 relatif au brevet supérieur d'Etat d'éducation physique et sportive;

Vu l'arrêté du 3 janvier 1975 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le tableau A 1 annexé à l'arrêté susvisé du 30 juillet 1965 est complété comme suit :

Tableau A 1.

Groupe I.

Après :

« Diplôme de professeur d'éducation physique et sportive délivré par les deux écoles de l'union générale sportive de l'enseignement libre :

« Ecole normale d'éducation physique féminine catholique (E. N. E. P. F. C.) (bachelier ou cadre national U. G. S. E. L.);

« Institut libre d'éducation physique supérieure (I. L. E. P. S.) (bachelier ou cadre national U. G. S. E. L.) »;

Ajouter :

« Brevet supérieur d'Etat d'éducation physique et sportive. »

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 avril 1975.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,
JACQUES PERRILLAT.

MINISTERE DU TRAVAIL

Décret n° 75-362 du 6 mai 1975 modifiant certaines dispositions relatives au contrôle médical du régime général de la sécurité sociale.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'agriculture, du ministre du travail et du secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer,

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L. 301 et L. 383;

Vu l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale, et notamment ses articles 2 et 83;

Vu la loi n° 68-698 du 31 juillet 1968 portant ratification de l'ordonnance susvisée;

Vu le décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 relatif à l'application des dispositions du livre III du code de la sécurité sociale, complété par le décret n° 55-840 du 27 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 55-568 du 20 mai 1955 modifiant l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, et notamment son article 97 bis;

Vu le décret n° 67-441 du 5 juin 1967 relatif aux conditions de remboursement des médicaments aux assurés sociaux, complété par le décret n° 68-554 du 13 juin 1968, et notamment son article 2;

Vu le décret n° 67-1232 du 22 décembre 1967 relatif aux conseils d'administration et à l'organisation administrative des caisses d'assurance maladie, d'allocations familiales et d'assurance vieillesse des travailleurs salariés;